



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20250627-2706202543-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/06/2025

Publication : 27/06/2025

DÉLIBÉRATIONS



Le 27 juin 2025 à 14h38 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentées :

Madame Béatrice BOCHET ayant donné pouvoir à Madame Mireille VACHE-PICAT
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT
Madame Amèle MANSOURI ayant donné pouvoir à Madame Zohra AMIMI
Madame Félicie RENON ayant donné pouvoir à Mme Madame Elisabeth ALAZARD
Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES,
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,

Étaient excusées :

Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Madame Katherine COEUFF,

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 20 juin 2025



DÉLIBÉRATIONS

2 DEMANDE D'APPROBATION DOSSIER D'AUTORISATION DE CRÉATION DU SERVICE AUTONOMIE À DOMICILE

MESDAMES, MESSIEURS,

Le décret n°2023-608 du 13 juillet 2023, relatif à la réforme des services autonomie à domicile, précise les modalités d'application et décrit les principes d'organisation et de fonctionnement de ceux-ci. Cela se traduit par une volonté nationale de renforcer le pilotage, d'améliorer la coordination, de développer la prévention et de soutenir le secteur du domicile.

Cette réforme concerne le Service de Soins Infirmiers A Domicile (S.S.I.A.D.) et le Service prestataire d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (S.A.A.D.) gérés par le C.C.A.S., lesquels devront, à compter du 1^{er} janvier 2026, fusionner pour constituer un Service Autonomie à Domicile (S.A.D.) « mixte », sous réserve des autorisations conjointes du Département et de l'Agence Régionale de Santé. En effet, sans s'adjoindre un service d'aide, le S.S.I.A.D. ne sera pas autorisé à continuer de fonctionner, et, d'autre part, le S.A.A.D. est dans l'obligation d'évoluer pour se conformer au cahier des charges : activité des aides à domicile sur le territoire rouennais et plus uniquement dans les résidences autonomie, travail les dimanches et jours fériés pour assurer une continuité de l'activité.

Parmi les options proposées dans le cadre de la réforme pour constituer un S.A.D. « mixte », le Conseil d'Administration du C.C.A.S., réuni le 26 septembre 2024, a fait le choix de regrouper le S.S.I.A.D. et le S.A.A.D. pour créer un nouveau service répondant au cahier des charges à compter du 1^{er} janvier 2026. La préservation des deux services a été un élément prépondérant dans la décision du Conseil d'Administration.

La création du S.A.D. « mixte » doit faire l'objet d'une demande d'autorisation conjointe auprès du Département et de l'Agence Régionale de Santé 6 mois avant la date prévue de démarrage du service. Aussi, pour un début de fonctionnement au 1^{er} janvier 2026, le dossier de demande d'autorisation doit être adressé avant le 30 juin 2025.

Ce dossier à transmettre doit comprendre les éléments suivants :

- Une présentation des services concernés par le projet,
- Le calendrier de mise en œuvre,
- La « check-list » de mise en conformité aux exigences du cahier des charges S.A.D. (disponible sur le site de l'Agence Nationale de la Performance Sanitaire et médico-sociale),
- Une description des éléments répondant aux items suivants : critères de recevabilité, cadre d'intervention, accueil et accompagnement, descriptif des modalités de coordination, développement des compétences et qualité de vie au travail, politique de promotion de la bientraitance,
- Un tableau des effectifs du futur service,
- Un budget prévisionnel pour la 1^{ère} année de fonctionnement sous forme E.P.R.D. (Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses).

Les documents constitutifs de la future organisation sont en cours d'élaboration : le projet de service du futur S.A.D., les outils de la Loi 2002-2, le vote formel de l'E.P.R.D., feront l'objet de prochaines délibérations lors des Conseils d'Administration de fin d'année 2025.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 312-1 et L. 313-1-3,

VU la Loi n°2002-2 du 02 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale,

DÉLIBÉRATIONS

VU la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU l'article 44 de la Loi n° 2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la Sécurité Sociale pour 2022,

VU le Décret n° 2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux services autonomie à domicile,

VU la Loi n° 2024-317 du 8 avril 2024 portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir et de l'autonomie,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. du 26 septembre 2024 approuvant la constitution d'un Service Autonomie à Domicile à compter du 1er janvier 2026, par fusion des autorisations du S.S.I.A.D. et du Service Prestataire d'Aide et d'Accompagnement à Domicile,

VU les éléments du dossier de demande d'autorisation de création d'un Service Autonomie à Domicile,

VU l'avis favorable du Comité Social Territorial approuvant le principe de la création d'un Service Autonomie à Domicile, sous réserve des autorisations conjointes du Département et de l'Agence Régionale de Santé.

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. de Rouen gère le Service de Soins Infirmiers à Domicile et le Service prestataire d'aide et d'Accompagnement à Domicile,

CONSIDÉRANT la nécessité de répondre aux obligations réglementaires de constituer un Service Autonomie à Domicile, selon les modalités du cahier des charges annexé au Décret du 13 juillet 2023,

CONSIDÉRANT l'approbation du Conseil d'Administration du C.C.A.S. du 26 septembre 2024, de constituer un Service Autonomie à Domicile par regroupement du S.S.I.A.D. et du Service Prestataire d'Aide et d'Accompagnement à Domicile à compter du 1^{er} janvier 2026,

CONSIDÉRANT l'obligation de déposer le dossier de demande d'autorisation conjointe auprès du Département et de l'Agence Régionale de Santé, pour le futur Service Autonomie à Domicile, 6 mois avant la date de création du service.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Approuve le dossier de demande d'autorisation de création d'un Service Autonomie à Domicile.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président en par déléguation



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.